

# Rendre l'aide plus performante

Dean T. Jamison et Steven Radelet

Comment rendre plus efficace l'aide à l'éducation primaire

METTRE l'éducation primaire à la portée de tous les enfants du monde est une tâche qui sera longue et coûteuse. La bonne nouvelle est que les principaux donateurs ont sensiblement accru leur aide publique au développement (APD) pour l'éducation en général et l'éducation primaire en particulier depuis 1990. Le total engagé par les donateurs au titre de l'éducation (toutes fins comprises) atteignait 6,7 milliards en 2003, soit plus du double du montant (en valeur réelle) engagé il y a à peine six ans. Les engagements au titre de l'éducation primaire ont augmenté encore plus vite et quadruplé depuis 1990 pour se situer à 1,9 milliard de dollars en 2003. L'aide à l'éducation primaire s'est accrue bien plus rapidement que le total de l'APD, sa part dans le montant engagé passant d'à peine 0,4 % en 1990 à 1,9 % en 2003 (graphiques 1 et 2).

L'importance accordée par les donateurs à l'éducation primaire varie fortement (voir tableau). Cinq donateurs ont affecté plus de 4 % de leurs engagements d'APD à l'éducation primaire en 2003, tandis que quatre autres y ont consacré moins de 1 %. Cette différence tient

au fait que les donateurs n'accordent pas la même importance à l'éducation et que certains d'entre eux centrent leur action sur des activités différentes pour éviter tout double emploi.

Outre les prestataires d'APD, les fondations privées, les ONG, les institutions à vocation confessionnelle et autres organismes caritatifs apportent une importante contribution à l'éducation dans nombre de pays. Par exemple, certaines des écoles primaires les plus performantes d'Afrique et d'Asie, surtout dans les zones rurales, sont dirigées par des organisations religieuses. Selon l'OCDE, les dons privés (toutes fins comprises) atteignaient 10,2 milliards de dollars en 2003, mais, de l'avis général, ce chiffre devrait être de deux ou trois fois plus élevé. Il n'y a pas d'estimations fiables de la part affectée à l'éducation primaire, mais il est probable que l'aide privée à l'éducation primaire atteint au moins 1 milliard de dollars par an, en plus du montant de 1,9 milliard de dollars d'aide publique fourni en 2003.

Cependant, bien que le montant d'aide engagé en faveur de l'éducation primaire soit en hausse, son niveau actuel reste trop faible, selon la plupart des analystes, en particulier

pour permettre aux pays d'atteindre d'ici à 2015 le deuxième objectif du Millénaire pour le développement qui est d'assurer l'éducation primaire pour tous. De l'avis du Groupe de travail sur l'éducation et l'égalité entre les sexes du Projet du Millénaire, ce but ne saurait être atteint sans des apports additionnels de 7 à 17 milliards de dollars par an (les estimations varient), dont la moitié proviendrait de sources intérieures et le reste de l'étranger. Certains analystes, comme Michael Clemens, du Centre pour le développement mon-

Les enfants apportent leur chaise à l'école au Nicaragua.



dial (CDM), soutiennent que, même avec des apports massifs de fonds, il est peu probable que l'éducation primaire pour tous soit assurée dans tous les pays, quoique une nette progression vers cet objectif soit alors certainement possible.

Bien que les ressources des donateurs et du secteur public fassent l'objet de nombreuses demandes concurrentes, la communauté du développement a longtemps souligné qu'il importe de mettre l'éducation primaire à la portée des groupes précédemment exclus et d'améliorer la qualité de l'enseignement, vu les bienfaits économiques et sociaux qui en sont attendus. Certes, l'argent à lui seul n'assurera pas la réalisation de ces objectifs, mais il donnera la possibilité de former les enseignants, de les retenir en leur offrant une rémunération adéquate, de construire des écoles, de doter ces écoles de manuels et autres matériels, et de réduire ou d'éliminer les droits de scolarité.

Beaucoup de choses dépendent de l'action des pays en développement eux-mêmes, mais les donateurs peuvent eux aussi être sources d'efficacité. Pour rendre l'aide plus performante, ils peuvent tirer des enseignements des réussites obtenues dans d'autres domaines, comme la santé, où ils ont établi à titre d'essai un système d'incitations fondées sur les résultats. Le présent article examine à quel point l'aide est efficace en général et met en lumière les leçons potentielles des innovations institutionnelles importantes des dix dernières années en matière de prestation de l'aide que l'on peut appliquer à l'APD pour l'éducation primaire. Il conclut en montrant dans quel sens les donateurs pourraient agir afin d'accroître l'impact de l'APD pour l'éducation primaire, sur la base de notre connaissance accrue des conditions propres à assurer l'efficacité de l'aide et des moyens d'améliorer les résultats de l'enseignement prodigué.

### À quel point l'aide est-elle efficace?

La contribution de l'aide à la réalisation des objectifs de développement, en particulier au soutien de la croissance, suscite la controverse depuis des dizaines d'années. Trois principaux points de vue sont corroborés par les travaux de recherche :

- L'aide n'a aucun effet sur la croissance et peut même avoir un effet négatif, car elle est gaspillée dans des projets peu rentables, engendre la corruption ou nuit à l'investissement privé.
- L'aide a un effet conditionnel sur la croissance, elle est efficace *seulement* (ou pour le moins plus efficace) dans les pays qui ont de bonnes politiques et institutions. C'est l'opinion prédominante, quoique certains résultats aient été remis en question.
- L'aide a *en moyenne* un effet positif sur la croissance, mais a un rendement décroissant — autrement dit, l'aide n'a pas été efficace partout, et pas nécessairement dans les pays qui ont de bonnes politiques et institutions, mais dans l'ensemble elle a eu un impact positif sur la croissance.

Dans une récente étude du CDM, Michael Clemens, Steven Radelet et Rikhil Bhavnani ont adopté une nouvelle approche. Ils ont décomposé l'APD et se sont concentrés sur les types d'aide qui influent directement et rapidement sur la croissance (l'aide à l'infrastructure, à l'agriculture, à l'industrie et l'aide budgétaire), à distinguer de l'aide humanitaire, l'aide au développement politique ou à la santé et à l'éducation (dans ce dernier cas, l'aide pourrait agir sur la croissance, mais moins directement et à plus long terme). Ils ont décelé un lien de causalité étroit entre ces types d'aide et la croissance (avec rendement décroissant), conclusion qui a résisté à un large éventail de tests statistiques. Le lien est plus étroit dans les pays qui ont de meil-

leurs institutions, mais ne dépend pas de l'existence d'institutions solides. Ces résultats donnent à croire que l'aide a davantage favorisé la croissance que ne l'ont pensé bien des analystes.

D'autres études ont porté sur la relation entre l'aide et d'autres volets du développement, en particulier la santé. Par exemple, l'étude du What Works Working Group du CDM, intitulée *Millions Saved* et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates, retrace 17 grandes réussites dans le secteur de la santé, interventions à grande échelle qui ont amélioré les résultats dans ce secteur pendant une période prolongée. Dans la quasi-totalité des cas, un volume important d'APD a été fourni. Peu de recherches systématiques de ce type ont été effectuées sur l'aide à l'éducation. Mais il existe assurément de nombreuses initiatives fructueuses de financement de l'éducation par l'aide — comme l'éducation des filles dans le Balochistan, au Pakistan, les réformes du système éducatif en Éthiopie dans les années 90, le développement de l'éducation primaire en Ouganda et la construction de plus de 61.000 écoles primaires en Indonésie au milieu des années 70, ce qui, comme l'a montré Esther Duflo, économiste du MIT, a accru sensiblement l'accès à l'éducation et les salaires des diplômés.

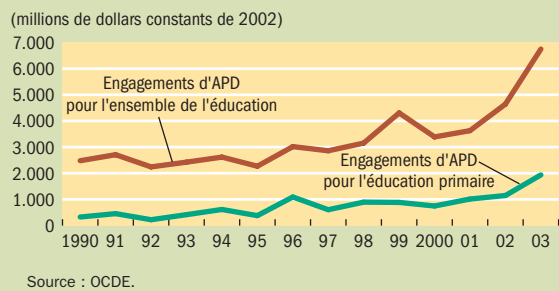
### Une nouvelle approche

Ce nouveau regard sur l'aide s'accompagne d'une modification sensible des pratiques des donateurs depuis le début des années 90 sous l'effet de la fin de la Guerre froide et de la résolution des

Graphique 1

#### Un écart à combler

L'aide extérieure à l'éducation a doublé depuis 1990, mais l'éducation primaire reste défavorisée.

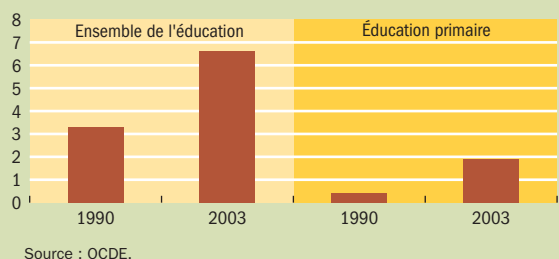


Graphique 2

#### Un secteur peu prioritaire

L'aide extérieure à l'éducation primaire a fortement augmenté, mais reste faible en pourcentage du budget d'aide total.

(APD pour l'éducation, en pourcentage du total des engagements de ce type d'aide)



crises macroéconomiques répandues qui ont conduit à la montée en puissance des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale. L'essentiel est désormais d'apporter une aide plus souple aux pays performants et de s'attacher davantage à assurer des résultats quantifiables pour démontrer l'efficacité des programmes financés par l'aide. Deux larges schémas de financement se sont ainsi dégagés.

Premièrement, certains donateurs ont opté pour une *aide générale à des programmes, au budget ou à des secteurs*, d'ordinaire en faveur d'un groupe de pays donné qui ont fait montre d'un attachement plus ferme à des politiques de développement bien conçues. Plusieurs donateurs européens et banques multilatérales de développement offrent une aide à l'éducation ou à la santé dans le cadre d'approches sectorielles (SWAps), qui consistent en la mise en commun de fonds à l'appui de stratégies sectorielles spécifiques. De même, la Banque mondiale a créé les Crédits à l'appui de la réduction de la pauvreté pour soutenir les programmes de réforme des politiques et institutions et de lutte contre la pauvreté.

Ces approches «horizontales» assurent aux bénéficiaires une plus grande souplesse d'utilisation des fonds, permettent le financement des coûts récurrents et sont axées sur le renforcement des institutions et la mise en place de systèmes plus larges. Ces instruments sont efficaces dans certains pays (souplesse d'utilisation et discrétion sont justifiées dans les pays qui adhèrent fermement à de bonnes politiques de développement), mais ils le seront moins dans les pays où la corruption est répandue et où les politiques sont médiocres ou destructrices. Aussi les donateurs n'ont-ils offert ce type de financement qu'à un petit nombre de pays. Le nouveau compte Défi du Millénaire créé par les États-Unis, qui fournira un soutien aux initiatives de croissance, partage certaines des caractéristiques de ces approches; en effet, il est comme elles très sélectif et laisse les décisions d'affectation des fonds aux responsables locaux. Mais il est trop tôt pour savoir comment il fonctionnera, s'il fournira une aide budgétaire dans certains cas, et s'il procurera un volume élevé de financements pour l'éducation primaire.

Deuxièmement, plusieurs initiatives nouvelles fournissent du *financement à des fins très spécifiques*, notamment au secteur de la santé, comme le Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme et l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI). Dans le secteur de l'éducation, une initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA) de l'éducation pour tous a été établie. L'IMOA inclut un Fonds catalytique (voir page 38), qui vise à assurer l'acheminement de fonds vers les pays négligés par les grands donateurs. Mais cette initiative

## Un verre à moitié plein

Les engagements d'aide à l'éducation varient selon le donateur, mais l'éducation primaire reçoit en général moins d'attention.

Aide publique au développement (APD), pays du CAD<sup>1</sup>, 2003 (dotations à l'éducation et à l'éducation fondamentale, en pourcentage du total des engagements)

	Ensemble de l'éducation	Éducation fondamentale
Allemagne	17,4	1,5
Australie	7,7	3,3
Autriche	27,3	1,2
Belgique	6,7	0,4
Canada	16,9	6,9
Danemark	4,4	1,4
Espagne	11,1	2,1
États-Unis	1,3	1,1
Finlande	10,6	0,8
France	17,6	2,9
Grèce	35,2	14,3
Irlande	14,4	n.d.
Italie	1,9	0,0
Japon	6,5	0,4
Luxembourg	n.d.	n.d.
Norvège	9,1	4,8
Nouvelle-Zélande	23,8	2,7
Pays-Bas	7,1	4,8
Portugal	34,3	2,2
Royaume-Uni	8,6	5,8
Suède	4,7	1,5
Suisse	4,1	1,4
Moyenne	7,7	1,9
<i>Pour mémoire : total de l'aide au développement (APD et hors APD)</i>		
Communauté européenne	6,8	2,6
Banque mondiale	5,7	3,8
Banques régionales de développement	10,0	1,4

Source : OCDE, annexe statistique du *Rapport sur la coopération pour le développement 2004*, tableau 19 ([www.oecd.org/dac/stats/dac/dcrannex](http://www.oecd.org/dac/stats/dac/dcrannex)).

Note : n.d. = données correspondantes non disponibles.

<sup>1</sup>Les pays du CAD sont les 23 membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE dont la liste est donnée ci-dessus.

est moins structurée et a des objectifs plus généraux que les autres fonds.

Le Fonds mondial, qui a son siège à Genève, a été créé au début de 2002 pour favoriser une augmentation considérable du financement des programmes de lutte contre ces trois maladies. Il s'est rapidement développé : début 2005, il avait approuvé le financement de 294 programmes dans 129 pays (profil plus large que celui de tout autre donateur), signé des accords de dons de deux ans, d'un total de 2,3 milliards de dollars, et décaissé plus de 1 milliard de dollars. La structure du Fonds diffère de celle des institutions d'aide traditionnelles à plusieurs égards. Doté de services administratifs très restreints, il n'a pas de représentant dans les pays et n'est qu'un instrument de financement (il n'applique pas de programmes ni ne fournit une assistance technique) fortement axé sur les résultats. Il se fonde sur des stratégies pilotées par les bénéficiaires dans un esprit d'ouverture et de participation et compte sur une forte contribution des groupes de la société civile à la conception aussi bien qu'à la mise en œuvre des programmes.

GAVI (et son bras financier, le Fonds pour les vaccins) a été créée pour accroître la couverture vaccinale des enfants, qui a commencé à diminuer dans les années 90 après avoir sensiblement progressé dans les années 80.

GAVI est un partenariat public-privé : son principal commanditaire est la Fondation Bill & Melinda Gates, à laquelle se joignent plusieurs organismes internationaux. Parmi ses partenaires figurent l'OMS, l'UNICEF, la Banque mondiale, des donateurs bilatéraux, des organismes spécialisés (comme les Centres américains de contrôle et de prévention des maladies) et le secteur privé, notamment les fournisseurs de vaccins multinationaux et ceux des pays en développement. GAVI coordonne les actions et politiques de vaccination mondiale — par exemple, en cherchant à harmoniser les conseils donnés par l'OMS et l'UNICEF sur les priorités des programmes de vaccination. L'Alliance fournit en outre un volume important de nouveau financement : dans certains pays, les efforts de GAVI ont fait doubler ou tripler le montant dépensé en vaccination. Ses ressources servent en un premier temps à élargir la couverture des vaccins essentiels traditionnels et à renforcer les capacités; elles serviront ensuite à l'introduction de nouveaux vaccins.

GAVI a pour caractéristique spéciale de «récompenser les bons résultats», incitant les pays à élargir la couverture vaccinale de deux manières. Premièrement, elle cesse son financement si le pays n'a pas atteint le niveau de couverture fixé. Cette condition est imposée par beaucoup de donateurs, mais GAVI est la seule à la mettre à exécution. À la fin de 2003, elle a cessé d'accorder des dons à 10 pays qui n'avaient pu atteindre les objectifs

fixés. Elle a en même temps accru les financements destinés à 23 pays qui sont parvenus aux niveaux de couverture visés. Deuxièmement, dans certains programmes, elle récompense directement les bons résultats en versant 20 dollars par enfant totalement vacciné supplémentaire, soit environ le coût de la vaccination complète d'un enfant d'un pays en développement type. La moitié de la somme est versée d'avance, et le reste sur remise d'une preuve de la vaccination. L'utilisation des fonds n'est soumise à aucune condition autre que la production d'une preuve que les objectifs fixés ont été atteints.

L'expérience du secteur de la santé fournit-elle des enseignements utiles à l'APD pour l'éducation? Le système d'aide budgétaire axée sur les résultats de GAVI peut avoir un champ d'application plus vaste dans les initiatives éducatives. En effet, les bénéficiaires pourraient être récompensés pour avoir accru les heures d'études, le ratio élèves/enseignant, le nombre de salles de classe, ou d'autres paramètres quantifiables.

Le Fonds mondial et GAVI ont aussi aidé à la mobilisation de ressources auprès des donateurs. La croissance de l'APD pour l'éducation primaire laisse penser que des ressources peuvent être mobilisées par les institutions traditionnelles, mais un volume de financement beaucoup plus élevé sera nécessaire, notamment pour le Fonds catalytique de l'IMOA, afin d'assurer l'éducation primaire pour tous. La polarisation des programmes «verticaux» facilite la diffusion de pratiques optimales, la responsabilisation, la mesure des résultats et leur communication aux parties prenantes politiques. Ces programmes aident à assurer que l'APD a pour effet de développer une activité essentielle au lieu de se substituer à des ressources publiques qui pourraient être réaffectées à des emplois tout à fait différents. L'aide budgétaire ou les approches sectorielles en faveur de l'éducation primaire sont déjà, par essence, des programmes verticaux qui permettent un transfert de connaissances lorsque les services des donateurs traditionnels sont techniquement à la hauteur. C'est pourquoi les nouvelles initiatives à grande échelle comme GAVI et le Fonds mondial sont peut-être moins importantes pour l'éducation primaire, encore que leur succès laisse croire en l'utilité d'assurer à l'IMOA de solides capacités techniques et au Fonds catalytique des ressources suffisantes.

### Rendre l'aide plus efficace

De récentes initiatives en matière de prestation d'aide ont contribué à attirer l'attention sur les moyens de la rendre plus efficace et d'améliorer sa qualité. Nous pensons que les donateurs devraient se concentrer sur les points suivants :

**L'APD doit être de plus longue durée, plus prévisible (dès lors que les objectifs fixés sont en cours de réalisation) et décaissée suivant des modalités plus souples.** Les donateurs se sont engagés à se diriger dans cette voie. Cela est particulièrement important dans le cadre du financement des programmes, dans les approches sectorielles et dans les autres cas où l'APD sert à financer des dépenses récurrentes (telles que les traitements des enseignants). Lorsque les fonds des donateurs sont à plus court terme ou moins prévisibles, le financement de coûts récurrents est plus risqué, et l'APD devrait alors être centrée sur le transfert de technologies et les investissements en capital — consistant, par exemple, à revoir et imprimer des manuels scolaires, à former les enseignants, à mettre au point des systèmes de contrôle, de suivi et d'évaluation, à moderniser les installations et à améliorer la gestion financière et le service des achats.

### Des instruments insuffisamment utilisés pour améliorer l'éducation primaire

Le deuxième objectif du Millénaire pour le développement est de «donner à tous les enfants, garçons et filles, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires». À cette fin, les pays devront investir dans les domaines suivants : *inscription et maintien des enfants à l'école* (accroître le nombre des élèves achevant la cinquième ou la sixième année d'études primaires); *intensité de l'instruction* (augmenter le nombre d'heures-contact par étudiant par an); *qualité de l'enseignement* (accroître le taux d'acquisition des connaissances — amélioration des notes aux tests par heure-contact). Quelle approche adopter pour cela? Les méthodes ci-après sont efficaces mais sous-utilisées, et l'aide extérieure peut faciliter la diffusion de ces pratiques optimales :

- **Éliminer les droits de scolarité** (pour assurer l'inscription et le maintien des enfants à l'école). Il y a de plus en plus d'indications qu'une telle initiative stimule la demande (voir pages 26 et 38).

- **Mettre en place des programmes de «transfert conditionnel en faveur de l'éducation»** pour accroître le taux d'inscription et l'intensité de l'instruction. L'Amérique latine a obtenu de très bons résultats (Projet Progressa au Mexique, par exemple) lorsqu'elle a institué ce qui est essentiellement des droits de scolarité négatifs pour les pauvres afin d'accroître le taux d'inscription et la proportion des élèves qui poursuivent leurs études (Morley and Coady, 2003) Les repas scolaires servent des fins analogues.

- **Favoriser l'augmentation du nombre d'heures-contact d'instruction par élève.** Il s'agit du minimum que chaque enfant devrait recevoir par an. Christopher Colclough et ses collègues, dans le *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous* de l'UNESCO, parlent de 850–1.000 heures par an, soit bien plus que le niveau actuellement atteint par de nombreux pays. Les heures-contact augmenteront à la fois sous l'effet de mesures visant à encourager la présence des élèves et des enseignants et de la prolongation de l'année scolaire.

- **Offrir un programme de santé scolaire de base.** Donald Bundy et ses collègues de la Banque mondiale ont fait le point des vastes connaissances acquises sur la teneur et les effets des programmes de santé scolaire, qui incluront dans la plupart des cas le traitement d'infections intestinales parasitaires.

- **Veiller à ce que chaque enfant possède un manuel sur chaque matière** et que les enfants disposent en abondance — et soient même inondés, au dire de certains — d'autres livres. Aux Philippines, l'évaluation de l'impact d'un programme de manuels scolaires au niveau national fait apparaître des progrès importants en matière d'acquisition de connaissances.

- **Introduire de façon sélective la radio éducative** pour améliorer la qualité de l'enseignement de base des mathématiques, de la langue nationale en seconde langue et peut-être des sciences. Les évaluations faites en Amérique latine, en Inde et en Afrique subsaharienne ont révélé des progrès encore plus grands, au niveau de l'acquisition de connaissances, que ceux résultant du programme de manuels scolaires, ainsi qu'une augmentation du taux de fréquentation.

- **Mesurer les résultats** — notamment par les taux de scolarisation, les taux de fréquentation et le nombre effectif d'heures-contact par étudiant par an, ainsi que par les notes aux tests dans les principales disciplines. Rendre les résultats publics et être conscient des coûts qu'entraîne la mesure des résultats.

**L'aide budgétaire à l'éducation primaire pourrait être davantage axée sur les résultats.** Comme la couverture de vaccination, celle de l'éducation primaire est mesurable (dépenses publiques, taux de scolarisation, heures-contact par étudiant par an). Si l'APD est décaissée sur la base de pareils indicateurs, il est possible de veiller à la souplesse des prestations budgétaires tout en exigeant la réalisation d'objectifs spécifiques. Dean Jamison a décrit des mécanismes propres à assurer que le niveau de l'aide budgétaire reste sensible à celui des résultats même si le niveau global des concours budgétaires baisse lorsque le revenu augmente. Tore Godal, Secrétaire exécutif et fondateur de l'Alliance, a récemment souligné l'importance d'une évaluation et d'un suivi attentifs des performances à la fois pour les décaissements de fonds et pour la définition des stratégies qui sont efficaces.

**Les fonds spéciaux sont nécessaires pour couvrir les besoins.** L'expérience positive des fonds à vocation spéciale dans le secteur de la santé révèle qu'il importe d'assurer des ressources suffisantes au Fonds catalytique de l'IMOA.

**L'APD devrait favoriser la diffusion de pratiques optimales.** Cela exigera probablement de nouveaux investissements dans la formation technique du personnel des organismes d'APD. L'un des objectifs essentiels de l'APD à un pays donné en matière d'éducation est de diffuser les connaissances technologiques et pratiques optimales qui permettent d'améliorer les résultats des élèves (notes aux tests) en mettant en lumière les rendements économiques d'une éducation de meilleure qualité (voir page 15) et des moyens bien établis de l'améliorer. L'administration centrale — s'appuyant sur l'APD — peut faciliter la diffusion des pratiques optimales auprès des responsables décisionnels des écoles. L'encadré de la page précédente passe en revue un certain nombre de domaines dans lesquels les pratiques optimales ont été définies mais insuffisamment diffusées. Les recommandations qui y sont énumérées recourent tout en dépassant les propositions du Groupe de travail sur l'éducation et l'égalité entre les sexes du Projet du Millénaire.

**La recherche-développement (R-D), le contrôle et l'évaluation dans le secteur de l'éducation devraient être financés par l'APD.** La plupart des éléments relevant de ces domaines sont des biens publics internationaux. Lorsqu'ils en valent la peine, il vaut mieux les financer en grande partie sur des ressources internationales. Les institutions financées par l'APD dans l'agriculture et le secteur de la santé ont affecté d'importantes ressources à la recherche de base et à la mise au point de nouveaux produits. Par contre, dans le secteur de l'éducation, à quelques

importantes exceptions près, elles ont accordé une priorité relativement faible à la génération de nouvelles connaissances et de nouveaux produits (tels que les technologies éducatives). Cette faible priorité pourrait signifier que les rendements des investissements dans les activités de R-D, contrôle et évaluation sont jugés peu élevés, mais les arguments en faveur du contraire ne manquent pas. Les tests comparatifs internationaux qui servent à contrôler les connaissances en mathématiques et en sciences sont devenus des moyens courants d'évaluer les résultats des systèmes éducatifs des pays à revenu élevé les uns par rapport aux autres, processus auquel ont participé, avec l'aide de la Banque mondiale, quelques pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (voir *Pleins feux*, page 24). Des arguments solides peuvent être évoqués en faveur de l'affectation d'une plus grande part de l'APD pour l'éducation primaire aux activités de R-D, contrôle et évaluation. Parmi les domaines prioritaires possibles figurent : la production de données comparables au niveau international sur l'emploi des ressources affectées à l'éducation (comptes de l'éducation nationale), sur les heures-contact d'instruction et sur les notes des tests dans les principales disciplines; la mise au point et l'évaluation des versions améliorées de manuels scolaires, de technologies éducatives, d'interventions de santé scolaire et de systèmes d'enseignement multilingue et multilingue; l'étude des facteurs qui déterminent l'inscription et la fréquentation scolaires, le redoublement et la poursuite des études; enfin, l'examen des déterminants de la distribution des résultats cognitifs par cohorte d'âge.

\* \* \* \* \*

En résumé, une progression sensible d'ici à 2015 vers l'objectif d'éducation primaire universelle est plausible. Il restera toutefois des défis à relever dans plusieurs domaines : la quantité d'instruction reçue (heures-contact d'instruction par an), la qualité de l'éducation et la poursuite des études au-delà du cycle primaire. Un programme d'APD bien conçu a un rôle important à jouer à cet égard. ■

Dean T. Jamison est professeur d'éducation et de santé publique à l'université de Californie, Los Angeles, après avoir exercé les fonctions de chef de la Division des politiques en matière d'éducation de la Banque mondiale et de Directeur de publication du Rapport sur le développement dans le monde 1993 : investir dans la santé. Steven Radelet est associé de recherche principal au Centre pour le développement mondial après avoir occupé le poste de Sous-Secrétaire adjoint au Trésor des États-Unis.

#### Bibliographie :

Bundy, Donald, and others, à paraître en 2006. "School Health and Nutrition Programs," Jamison, D., and others (eds.), *Disease Control Priorities in Developing Countries*, 2nd edition (New York: Oxford University Press for the World Bank).

Clemens, Michael, 2004, "The Long Walk to School: Development Goals in Historical Context," background paper for the Report of the UN Millennium Project Task Force on Education and Gender Equality (Washington: Center for Global Development).

———, Steven Radelet, and Rikhil Bhavnani, 2004, "Counting Chickens When They Hatch: the Short-term Effect of Aid on Growth." Working Paper 44 (Washington: Center for Global Development).

Colclough, Christopher, and others, 2004, *EFA Global Monitoring Report 2005: The Quality Imperative* (Paris: UNESCO Publishing).

Duflo, Esther, 2001, "Schooling and Labor Market Consequences of School Construction in Indonesia: Evidence from an Unusual Policy

Experiment," *American Economic Review*, Vol. 91, No. 4 (September) p. 795–813.

Jamison, Dean, 2004, "External Finance of Immunization Programs: Time for a Change in Paradigm?" C. de Quadros (ed.), *Vaccines: Preventing Disease & Protecting Health* (Washington: Pan American Health Organization, Scientific and Technical Publication), p. 325–32.

Levine, Ruth, and the What Works Working Group, 2004, *Millions Saved: Proven Successes in Global Health* (Washington: Center for Global Development).

Morley, Samuel, and David Coady, 2003, *From Social Assistance to Social Development: Targeted Education Subsidies in Developing Countries* (Washington: Center for Global Development and International Food Policy Research Institute).

UNESCO, 2005, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous* (Paris, UNESCO).